



2022-10-19

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Liens: [Publication](#) [Infographie](#) [NBB.Stat](#) [Information générale](#)

En 2021, l'économie belge s'est vigoureusement remise des chocs subis en 2020

- **L'activité a rebondi, le PIB en volume ayant augmenté de 6,1 % après une baisse historique de 5,4 % en 2020**
- **La croissance du déflateur du PIB s'est accélérée pour atteindre 2,9%, reflétant les pressions inflationnistes croissantes**
- **Le marché du travail a été très dynamique, avec plus de 90 000 créations nettes d'emploi**
- **L'excédent de financement des entreprises et des ménages est resté significatif**
- **Le déficit public a quelque peu régressé, à 5,6 % du PIB, comme le taux d'endettement, à 109,2 % ; tous deux sont demeurés toutefois à un niveau élevé**
- **La Belgique a dégagé un léger excédent vis-à-vis du reste du monde, à hauteur de 0,6 % du PIB.**

L'Institut des comptes nationaux (ICN) publie, ce 19 octobre 2022, les comptes nationaux annuels détaillés, y compris les comptes des administrations publiques, relatifs à l'année 2021 ainsi qu'une actualisation des statistiques pour les années 2018 à 2020. Les résultats complets, ainsi qu'un aperçu des adaptations méthodologiques implémentées pour approcher la réalité COVID-19, sont disponibles dans la publication des [comptes nationaux](#), des comptes des [administrations publiques](#), et via la base de données NBB.Stat.

Après un recul de 5,4 % en 2020, le PIB a rebondi de 6,1 % en 2021, retrouvant ainsi son niveau d'avant la pandémie

La disparition progressive des restrictions liées à la pandémie de COVID-19 a permis un vif redressement de l'activité en 2021, et ce dans la majorité des branches d'activité, même si l'intensité de la reprise y a été fort variable.

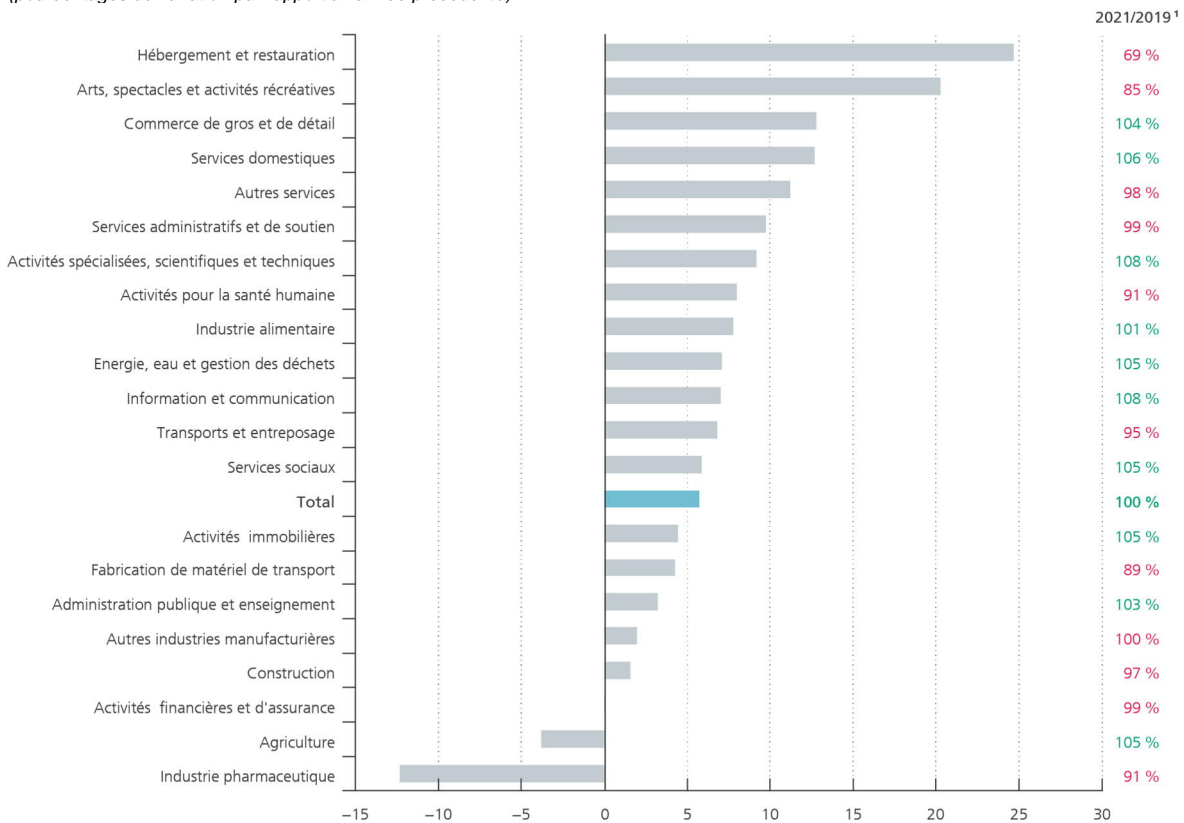
L'Horeca et les services culturels, qui avaient le plus souffert en 2020, se sont redressés le plus vigoureusement en 2021, avec des hausses de la valeur ajoutée supérieures à 20 %. Malgré ce rebond spectaculaire, ces branches sont loin d'avoir retrouvé leur niveau d'activité de 2019, parce qu'elles étaient encore confrontées à des restrictions en raison de la situation sanitaire, mais aussi parce qu'elles peinaient à recruter.

Dans la majorité des autres activités de services, la valeur ajoutée a augmenté à un rythme plus rapide que celui observé en moyenne dans l'économie, qu'elles aient fortement souffert -commerce, transports, autres services aux entreprises, soins de santé et autres services aux ménages- ou non -activités spécialisées, scientifiques et techniques, information et communication et services sociaux- de la pandémie en 2020.

La hausse de la valeur ajoutée a été plus modérée dans l'immobilier, l'administration publique et enseignement et la construction ; les activités financières ont montré quant à elles un statu quo.

VALEUR AJOUTÉE PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ EN 2021, EN VOLUME

(pourcentages de variation par rapport à l'année précédente)



Source: ICN

¹ Valeur ajoutée de 2021 en volume comparé au niveau correspondant de 2019

Enfin, de l'autre côté de la distribution, seules l'agriculture et l'industrie pharmaceutique ont vu leur valeur ajoutée en volume reculer en 2021, de respectivement 3,8 et 12,3 %. Pour la première, les coûts opérationnels ont augmenté davantage que la production. La seconde a souffert d'un recul de sa production en raison de l'effondrement, chez l'un des grands acteurs du secteur, des ventes d'un vaccin à l'étranger, sans que ses coûts n'aient diminué. Le reste de l'industrie manufacturière, pénalisée par les problèmes d'approvisionnement mondiaux et les hausses de prix, a enregistré des performances modestes, à l'exception de l'industrie alimentaire où la valeur ajoutée a augmenté de 7,8 %.

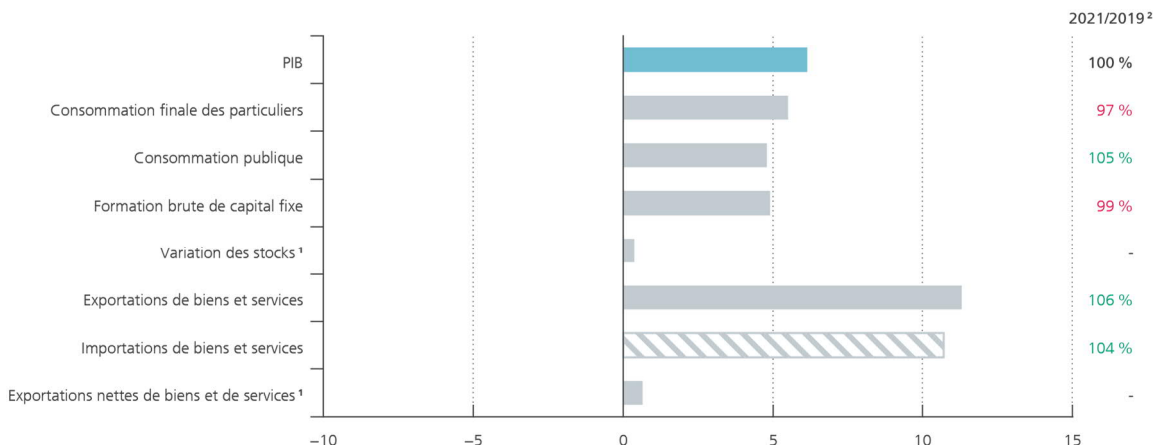
Un net renchérissement des matières premières a été observé à partir de la seconde moitié de l'année 2021, non seulement au niveau des produits énergétiques, mais également des produits agricoles, chimiques et métalliques. Il a poussé fortement à la hausse les prix de la consommation intermédiaire, et a généralement été répercuté, au moins partiellement, dans les prix à la production. Reflet des pressions inflationnistes croissantes au sein de l'économie, le déflateur du PIB progresse de 2,9% en 2021, un rythme quasiment doublé par rapport à l'année précédente.

Toutes les composantes de la dépense ont contribué à la reprise

En 2021, c'est principalement le rebond de la consommation privée (+5,5 %) qui a soutenu la reprise, expliquant près de la moitié de la croissance du PIB. Les dépenses en matière d'Horeca, de loisirs et de culture et de textiles et habillement, qui avaient particulièrement pâti de la pandémie, ont augmenté fortement en 2021. En revanche, les dépenses de produits alimentaires et de services de communication, qui n'avaient pas diminué en 2020, n'ont progressé que modestement en 2021. Les dépenses de transports ont même encore diminué, de 2,5 %, principalement sous l'effet d'une chute des achats de véhicules neufs, dont l'approvisionnement a été pénalisé par diverses pénuries de composants.

DEPENSES EN 2021, EN VOLUME

(pourcentages de variation par rapport à l'année précédente)



Source: ICN

¹ Contribution à la croissance du PIB

² Dépenses de 2021 en volume comparées au niveau correspondant de 2019

La consommation publique, qui avait stagné en 2020, a augmenté de 4,8 % en 2021, un rythme jamais observé depuis 1995. C'est principalement le rattrapage en matière de dépenses de santé qui explique cette forte croissance.

Les investissements se sont accrus de 4,9 %, et ont également contribué significativement à la hausse du PIB. Ils ont été les plus soutenus au niveau des investissements en logements des ménages (+7,9 %), suivis des investissements du secteur public (+5,2 %). Les entreprises au sens large ont montré plus de frilosité, avec une croissance limitée à 3,9%, qui n'a pas encore permis de retrouver le niveau atteint en 2019.

Le commerce mondial a également repris des couleurs en 2021, bénéficiant aux exportations de biens et services de la Belgique, qui ont augmenté de 11,3 % ; ces dernières ont en outre été boostées par les ventes de vaccins contre le COVID-19. La progression des importations a été un peu moins dynamique (+10,7%), même si elles ont été soutenues par le regain des dépenses de tourisme des Belges à l'étranger. Par solde, les exportations nettes de biens et de services ont apporté une contribution positive à la croissance, de 0,7 point de pourcentage.

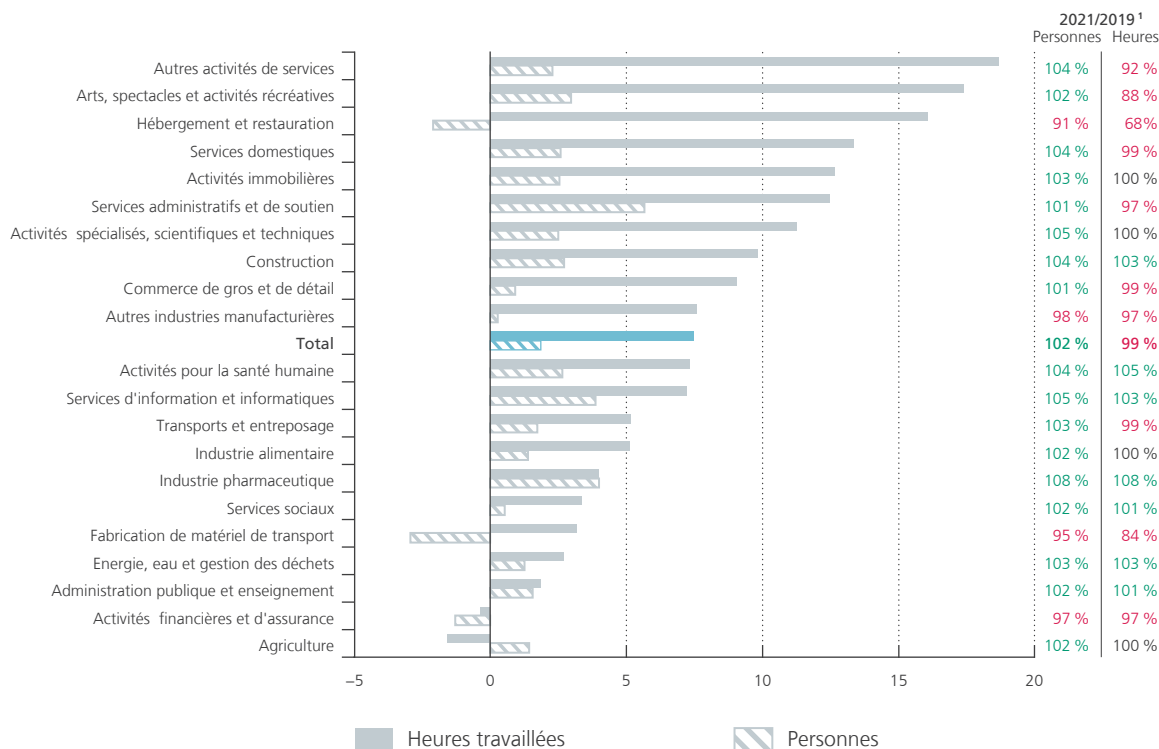
Enfin, les entreprises ont reconstitué leurs stocks, dont la variation a contribué à hauteur de 0,4 point à la croissance du PIB.

La reprise a bénéficié largement au marché du travail

L'emploi, qui avait résisté en 2020 grâce aux mesures prises par les pouvoirs publics, a fortement progressé en 2021, tant au niveau des salariés (+ 1,6% ou + 66.100 personnes) que des indépendants (+ 3,0 % ou + 24.700 personnes); et s'est établi à 2 % au-dessus du niveau prévalant avant la crise du COVID-19. La progression a été la plus vigoureuse dans les services administratifs et de soutien, qui comprennent l'intérim, l'industrie pharmaceutique et les services d'information et de communication. En revanche, l'emploi a reculé dans la fabrication de matériel de transport, l'Horeca et les services financiers. Dans ces trois branches, ainsi que dans les autres industries manufacturières, l'emploi se situait même sous son niveau de 2019.

EMPLOI PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ EN 2021

(pourcentages de variation par rapport à l'année précédente)



Source: ICN

¹ Emploi de 2021, en personnes ou en heures, comparé au niveau correspondant de 2019

Bénéficiant pleinement du regain de l'activité, le volume de travail a augmenté bien plus vivement, avec un bond de 7,5 %, après le net recul (- 8,5 %) observé en 2020. Tout comme pour l'activité, le volume de travail a le plus rebondi dans l'Horeca, les arts, spectacles et activités récréatives, et les autres services aux personnes, tout en restant très largement sous les niveaux qui avaient été atteints en 2019. Dans l'Horeca, de nombreux travailleurs qui avaient perdu leur emploi durant la crise semblent avoir déserté le secteur et ceux qui y sont restés ont travaillé de moins longues heures. Le volume de travail a progressé également dans toutes les autres branches d'activité, à l'exception des services financiers et de l'agriculture.

En dépit d'une légère amélioration, les finances publiques sont restées en mauvaise posture

Le déficit budgétaire a été ramené à 5,6 % du PIB, contre 9,0 % un an plus tôt. L'amélioration du solde de financement est imputable à la reprise de l'activité économique et à la réduction des mesures budgétaires mises en place par les autorités publiques pour faire face à la crise du COVID-19. Les recettes ont bondi de 21 milliards d'euros à la suite de la forte croissance du PIB. Les dépenses ont quant à elles augmenté de près de 8 milliards ; parmi celles-ci, les dépenses directement imputables aux mesures discrétionnaires prises pour lutter contre la pandémie, de l'ordre de 18 milliards d'euros en 2020, sont retombées à environ 11 milliards d'euros en 2021.

La forte croissance du PIB nominal a impacté à la baisse les ratios exprimés en pourcentage du PIB. Le ratio des dépenses primaires a diminué de 3,2 points de pourcentage par rapport à 2020, pour revenir à 53,8 % du PIB. Les charges d'intérêts se sont repliées de 0,2 point de pourcentage, à 1,7 % du PIB. Le ratio des recettes est resté stable, à 49,9 % du PIB.

Le taux d'endettement a régressé mais est resté à un niveau très élevé, de 109,2 % du PIB.

La Belgique a dégagé un léger excédent sur le reste du monde

Les bouleversements induits en 2020 par la pandémie dans les comportements d'épargne et le solde de financement des différents secteurs domestiques n'ont pas totalement disparu en 2021.

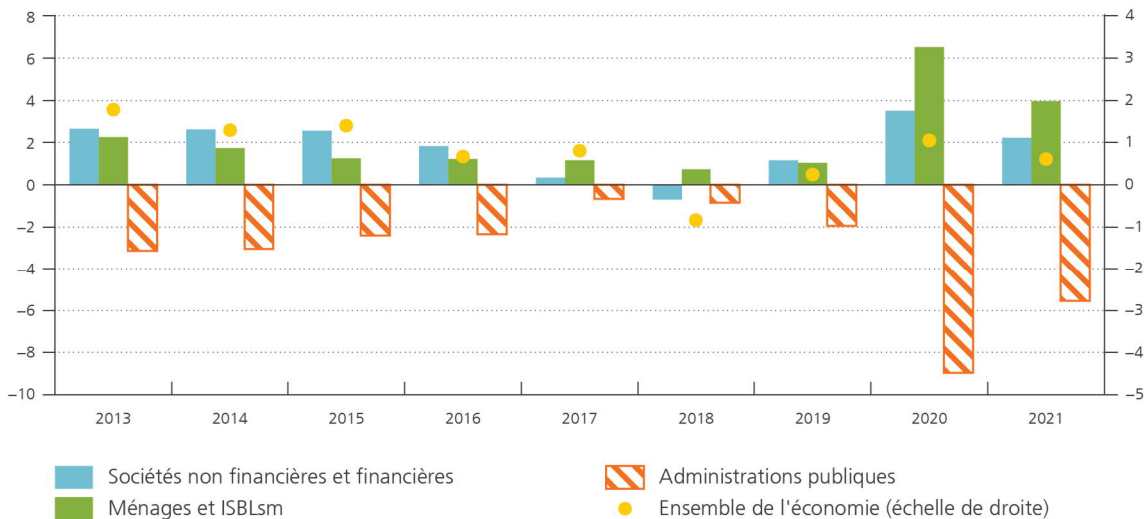
La capacité de financement des particuliers est restée à un niveau historiquement élevé, à 19,9 milliards d'euros ou 4,0 % du PIB ; la forte hausse de leur revenu disponible n'a en effet été que partiellement compensée par la nette progression de leur consommation et leurs investissements.

Le solde de financement des sociétés a également diminué, mais a encore atteint 11,1 milliards d'euros, soit 2,2 % du PIB.

Globalement, les excédents de financement des particuliers et des entreprises ont plus que compensé le déficit des administrations publiques, de sorte que la Belgique a dégagé une capacité de financement de 0,6 % du PIB vis-à-vis du reste du monde.

SOLDES DE FINANCEMENT

(pourcentages du PIB)



Source: ICN

PRINCIPAUX RESULTATS

	2018	2019	2020	2021
Activité et demande				
(pourcentages de variation en volume)				
PIB	1,8	2,2	-5,4	6,1
Valeur ajoutée				
Agriculture	-9,5	1,2	8,8	-3,8
Industrie et énergie	-1,3	4,5	-3,1	1,2
Construction	5,9	1,1	-4,9	1,6
Services	2,3	2,0	-5,5	7,1
Dépenses				
Dépenses de consommation finale des ménages et des ISBL au service des ménages	1,9	1,7	-8,3	5,5
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	1,6	2,2	0,0	4,8
Formation brute de capital fixe	3,0	5,0	-5,1	4,9
<i>Entreprises</i>	2,4	5,6	-5,4	3,9
<i>Logements</i>	1,5	5,1	-7,1	7,9
<i>Administrations publiques</i>	10,2	1,6	0,1	5,2
Variation des stocks ⁽¹⁾	0,4	-0,7	-0,3	0,4
Exportations de biens et de services	1,1	2,4	-5,0	11,3
Importations de biens et de services	2,0	2,0	-5,6	10,7
<i>p.m. Exportations nettes de biens et de services ⁽¹⁾</i>	-0,7	0,4	0,4	0,7
Emploi				
(variations en milliers de personnes)				
Salariés	56,4	62,8	-12,6	66,1
Indépendants	13,2	14,2	15,8	24,7
Total	69,7	77,1	3,1	90,8
Finances publiques				
(pourcentages du PIB)				
Recettes	51,4	49,9	49,9	49,9
Dépenses primaires	50,1	49,9	57,0	53,8
Charges d'intérêt	2,1	2,0	1,9	1,7
Besoin (-) de financement	-0,9	-1,9	-9,0	-5,6
Dette publique (définition Maastricht)	99,9	97,6	112,0	109,2

Source: ICN.

¹ Contribution à la croissance du PIB